

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

NATIOCREDIMURS

Société en Nom Collectif au capital de 449.800.680 EUR
Siège social : 18 rue Baudin - 92300 LEVALLOIS PERRET
332 199 462 RCS Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l’Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société Natiocredimurs relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au gérant.

Fondement de l’opinion

■ Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Risque de crédit – Provisionnement individuel

| Risque identifié | Notre réponse |
|---|---|
| Dans le cadre de ses activités bancaires, votre société est exposée au risque de crédit. | Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de votre société, et testé les contrôles clés concernant l’identification et l’évaluation des dépréciations. |
| Votre société comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur ses activités (crédit-bail, location simple). | Nous avons également réalisé, en date d’arrêté, des travaux sur les encours les plus significatifs. |
| Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions hors bilan, et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d’origine du crédit des flux futurs estimés recouvrables, tels qu’énoncés dans la note 2-C de l’annexe aux comptes annuels. | Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants : ► l’identification des indicateurs de dépréciation ; ► la classification des expositions en créances douteuses ; |

| | |
|--|--|
| <p>Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ces flux ; ▶ statistiquement pour les plus petites créances présentant des caractéristiques similaires. <p>Au 31 décembre 2024, le montant total des créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit s'élève à M€ 3 821,2, dont M€ 120,1 de créances douteuses ; le montant total des dépréciations s'élève à M€ 84,8 comme présenté dans les notes 2B, 2C, 3C, 3G et 3H de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p> | <ul style="list-style-type: none"> ▶ le suivi et la valorisation des garanties ; ▶ la détermination des dépréciations manuelles et des dépréciations statistiques de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé. <p>Avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons procédé à l'examen du modèle d'estimation des pertes et taux de récupération sur base statistique.</p> <p>En complément, nous avons procédé à un examen du crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques.</p> <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives aux créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit.</p> |
|--|--|

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Natiocredimurs par votre assemblée générale du 30 avril 2021 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 30 avril 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la quatrième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au gérant de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la gérance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport au gérant

Nous remettons au gérant un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au gérant figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au gérant la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le gérant des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 15 avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Julien Koscién

ERNST & YOUNG et Autres
Luc Valverde

BILAN COMPARE 2024-2023

| (En milliers d'euros) | | |
|--|-----------|-----------|
| ACTIF | 2024 | 2023 |
| CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 457 215 | 648 050 |
| OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE | - | 5 117 |
| ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE | | |
| PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME | 0 | 0 |
| CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT | 3 223 012 | 3 129 447 |
| LOCATION SIMPLE | 518 930 | 692 089 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES & INCORPORELLES | - | - |
| AUTRES ACTIFS | 3 378 | 25 931 |
| COMPTES DE REGULARISATION | 31 481 | 13 491 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 4 234 016 | 4 514 124 |

| (En milliers d'euros) | | |
|--|-----------|-----------|
| PASSIF | 2024 | 2023 |
| DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 4 073 752 | 4 288 675 |
| OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE | 208 | 516 |
| DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE | 2 000 | 2 000 |
| AUTRES PASSIFS | 59 253 | 131 184 |
| COMPTES DE REGULARISATION | 69 892 | 74 718 |
| PROVISIONS | 662 | 465 |
| CAPITAUX PROPRES HORS FRBG | 28 249 | 16 565 |
| CAPITAL SOUSCRIT | 429 801 | 359 801 |
| PRIME D'EMISSION | - | - |
| RESERVES | 67 | 67 |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS | 5 665 | 5 355 |
| REPORT A NOUVEAU | - 348 657 | - 283 753 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | - 58 627 | - 64 904 |
| TOTAL DU PASSIF | 4 234 016 | 4 514 124 |

HORS BILAN COMPARE 2024-2023

| (En milliers d'euros) | | |
|----------------------------|---------|---------|
| | 2024 | 2023 |
| ENGAGEMENTS DONNES | 568 385 | 572 355 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | 567 227 | 571 198 |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE | 1 158 | 1 158 |
| ENGAGEMENTS RECUS | 212 170 | 147 452 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | - | - |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE | 212 170 | 147 452 |
| ENGAGEMENTS SUR TITRES | - | - |

COMPTE DE RESULTAT COMPARE 2024-2023

| COMPTE DE RESULTAT | (En milliers d'euros) | |
|---|------------------------------|-----------------|
| | 2024 | 2023 |
| INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | 21 574 | 20 561 |
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILES | - 109 486 | - 75 150 |
| PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES | 1 335 948 | 1 209 793 |
| CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES | - 1 293 838 | - 1 186 362 |
| PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE | 253 007 | 260 299 |
| CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE | - 238 572 | - 267 428 |
| REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE | - | - |
| COMMISSIONS (PRODUITS) | - | - |
| COMMISSIONS (CHARGES) | - 180 | - 152 |
| AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE | 6 517 | 5 560 |
| AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | - 1 368 | - 1 734 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | - 26 398 | - 34 613 |
| CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | - 32 011 | - 30 204 |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | - 58 409 | - 64 816 |
| COUT DU RISQUE | - 218 | - 88 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | - 58 627 | - 64 904 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | - 58 627 | - 64 904 |
| IMPOT SUR LES BENEFICES | - | - |
| RESULTAT NET | - 58 627 | - 64 904 |

**ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX
NATIOCREDIMURS SNC**

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Le siège social de la société NATIOCREDIMURS a été transféré du 12 rue du Port 92000 Nanterre au 18 rue Baudin 92300 Levallois-Perret en date du 15 avril 2024.

En anticipation de la réforme de la facturation électronique et à la suite d'une demande du groupe, la société NATIOCREDIMURS a opté à la TVA sur les débits, à compter du 1^{er} novembre 2024

Augmentation de capital :

NATIOCREDIMURS a bénéficié d'une augmentation de capital en début d'année 2024. En mars 2024, une augmentation de 70 000 104 EUR (460 527 parts émises de valeur nominale à 152 EUR). Soit un capital social total au 31 décembre 2024 de 429 800 672 EUR composé de 2 827 636 parts de valeur nominale à 152 EUR.

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes de NATIOCREDIMURS ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux banques, telles que prévues en particulier par le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce règlement reprend l'intégralité des règlements qui s'applique aux entreprises du secteur bancaire.

NATIOCREDIMURS applique l'article 2231-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

Dans le cadre des moratoires accordés au cours de la crise Covid-19, il a été pratiqué une méthode de lissage des loyers pour le seul périmètre des contrats rééchelonnés Covid-19 conduisant ainsi à la comptabilisation d'un produit à recevoir. Selon l'article 512-4 du PCG, sont rattachés à l'exercice : les produits acquis à cet exercice, auxquels s'ajoutent éventuellement les produits acquis normalement à des exercices précédents mais qui, par erreur ou omission, n'ont pas alors fait l'objet d'un enregistrement comptable. Un produit est acquis lorsque les prestations ont été effectués ou les biens ont été livrés. En l'espèce, du fait de son choix de retenir une approche économique des contrats comme principe de reconnaissance du revenu, sur le seul périmètre des contrats rééchelonnés pour motif COVID-19, NATIOCREDIMURS applique implicitement, sur ce périmètre, la méthode de linéarisation des loyers inégaux puisqu'il s'agit de la méthode fondée sur la réalité économique des contrats. Dans

ces conditions, le preneur continue à tirer des avantages économiques procurés par l'usage du bien loué, ce qui justifie que NATIOCREDIMURS soit en droit de considérer que le produit de loyers non facturés durant la période de moratoires est certain et acquis à la clôture. Ce produit à recevoir est inscrit au bilan dans les postes « Opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat » et « Opérations de location simple » et au compte de résultat dans les postes « Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat » et « Produits sur opérations de location simple »

A) Créances sur les établissements de crédit.

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

B) Opérations avec la clientèle.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes G et H de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.
- Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque »

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

C) Crédit-bail immobilier, Crédit-bail mobilier, Location avec option d'achat et Location Simple.

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n° 2004-15, les dispositions du règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

Opérations de crédit-bail Immobilier

• Opérations de crédit-bail immobilier conclues jusqu'au 31 décembre 1995

a) Valeur brute des immobilisations de crédit-bail immobilier

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, ainsi que les frais financiers courus pendant la période où un immeuble acquis, ou en cours de construction, n'est pas encore loué en crédit-bail. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des préloyers peuvent être inclus dans les contrats avec le crédit-preneur et qui seront comptabilisés en produit à recevoir ou capitalisés dans la valeur brute locative ou payés à la facturation.

b) Amortissement des immobilisations de crédit-bail immobilier

L'amortissement des immeubles s'effectue essentiellement sur une durée linéaire de 20 ans. Les frais d'acquisition sont amortis par moitié sur 2 exercices.

c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle

Aucune provision n'est constituée pour étaler la prise en charge de la perte supportée en fin de contrat du fait d'un prix de levée d'option plus faible que la valeur nette comptable de l'immeuble.

• Opérations de crédit-bail immobilier conclues à partir du 1^{er} janvier 1996

a) Valeur brute des immobilisations de crédit-bail immobilier

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, ainsi que les frais financiers courus pendant la période où un immeuble acquis, ou en cours de construction, n'est pas encore loué en crédit-bail. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des préloyers peuvent être portés dans les contrats avec le crédit-preneur qui sont comptabilisés en produit à recevoir et capitalisés dans la valeur brute locative ou payés à la facturation.

b) Amortissement des immobilisations de crédit-bail immobilier

Les amortissements des immobilisations sont comptabilisés suivant un mode linéaire sur 20 ans.

c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle

L'article 39 quinquies I du Code général des impôts offre aux entreprises de crédit-bail la possibilité de constituer en franchise d'impôt une provision pour étaler la prise en charge de la perte supportée en fin de contrat du fait d'un prix de levée d'option plus faible que la valeur nette comptable de l'immeuble. La provision est calculée en prenant en compte la différence de l'amortissement financier effectivement facturé et de l'amortissement comptable.

• Créances Douteuses

Ces rubriques intègrent également les créances douteuses sur opérations de crédit bail et location simple nettes de provisions. Les créances douteuses sont composées des loyers échus et impayés pour les opérations non résiliées, présentant un risque de non recouvrement et des loyers impayés lorsque la durée d'un impayé dépasse 6 mois ou 9 mois (collectivités locales). Pour les opérations résiliées, la créance se compose du total des loyers échus et non échus après déduction éventuelle du prix de cession de l'immeuble. Le déclassement d'une créance saine en créance douteuse s'effectue automatiquement et le principe de contagion est appliquée.

• Dépréciation sur Créances Douteuses

Le montant des dépréciations nécessaires à la couverture des créances douteuses est déterminé à hauteur de la quote-part en risque de NATIOCREDIMURS ; un taux de provisionnement différencié est appliqué selon que le dossier est en gestion – en recouvrement amiable ou en procédure contentieuse (avant vente ou après vente de l'immeuble).

Il n'est pas constitué dans les comptes sociaux de provisions spécifiques dès lors que la valeur probable de revente couvre la créance.

Immobilisations en Location simple :

Les immobilisations en location simple correspondent aux immeubles transférés des opérations en crédit-bail résiliées dont le preneur n'a pas exercé l'option d'achat et en attente de vente par NATIOCREDIMURS.

NATIOCREDIMURS n'a pas acquis d'immeuble dans le but de les garder sur une durée long terme et par conséquent, qui répondraient à la définition « d'immeuble de placement ». Compte tenu de cette approche, NATIOCREDIMURS n'a pas mis en place l'approche par composant. Le transfert des opérations de crédit bail vers les immeubles en location simple s'effectue à la valeur nette comptable constatée à la date du transfert. En revanche, les amortissements sont comptabilisés sur un mode linéaire sur la durée restante de l'amortissement de l'immeuble.

Les immeubles font l'objet d'une valorisation à dire d'experts et si la valeur nette comptable est supérieure à la valorisation de l'immeuble, une dépréciation est comptabilisée.

Opérations de crédit-bail mobilier

• Valeur brute

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

• Amortissement

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement ou suivant le mode dégressif lorsque cela est autorisé sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part,
- et la limite de dégressivité admise d'autre part.

• Créances douteuses

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes G et H de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.
- Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions de l'ANC n° 2014-07, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou

Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

• *Dépréciation des immobilisations*

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclasserement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2024.

D) Provisions

Les provisions de passif concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes et risques. Conformément au règlement n° 2014-03 de l'ANC, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de NATIOCREDIMURS à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

E) Produit Net Bancaire.

Intérêts, produits et charges assimilés

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

Charges et produits sur opérations de crédit-bail immobilier et mobilier et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit bail immobilier et mobilier, location avec option d'achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les provisions spéciales (article 39 quinquies du Code général des impôts) et les moins-values comptables dégagées lors de la cession des immeubles ou matériels en fin de contrat.

Les produits sur opérations de crédit bail immobilier et mobilier, de location avec option d'achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice.

Sur le périmètre des contrats rééchelonnés pour motif Covid-19, il a été pratiqué la méthode de lissage des loyers sur la durée restant à courir des contrats ce qui a généré un produit à recevoir de 20 ME. Ce produit à recevoir est inscrit au bilan dans les postes « Opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat » et « Opérations de location simple » et au compte de résultat dans les postes « Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat » et « Produits sur opérations de location simple ».

S'y ajoutent les plus-values comptables dégagées lors de la cession des immeubles ou matériels en fin de location et les reprises de provisions spéciales (article 39 quinquies du Code général des impôts), les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

F) Charges Générales d'Exploitation.

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 32 011 K€ contre 30 204 K€ en 2023 et sont essentiellement constituées par les rémunérations d'intermédiaires et assistance administrative à hauteur de 28 914 K€.

3. NOTES SUR LE BILAN

A) OPERATIONS EN DEVICES

Néant

B) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

| | En milliers d'euros | |
|----------------------------------|---------------------|----------------|
| | 2024 | 2023 |
| Créances à vue | 92 377 | 84 153 |
| Créances rattachées | - | - |
| Total à vue | 92 377 | 84 153 |
| Prêt au jour le jour | - | - |
| Autres créances à terme | 361 253 | 559 705 |
| Créances rattachées | 3 527 | 4 191 |
| Total à terme | 364 780 | 563 896 |
| Créances douteuses sur confrères | 104 | 3 |
| Provisions à l'ouverture | - 3 | - 102 |
| Dotations de l'exercice | - 44 | - 53 |
| Reprise de l'exercice | 1 | 9 |
| Provisions à la clôture | - 46 | - 3 |
| Total | 59 | - |
| TOTAL | 457 215 | 648 050 |

Echéancier au 31 décembre 2024

| | En milliers d'euros | | | | |
|---|---------------------|----------|---------------|--------------|---------|
| | Total bilan | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans |
| Créances à vue (hors créances rattachées) | 92 377 | 92 377 | | | |
| Créances à terme (hors créances rattachées) | 361 253 | 270 663 | 83 590 | 7 000 | - |

C) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (actif)

Néant

D) OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE

Néant

E) ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE

Néant

F) PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES

Non significatif

G) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT

| En milliers d'euros | | | | | | | | | | |
|---|---------------------|--|---|---------------------------------|---------------------|------------------------------|--|---|---------------------------------|---------------------|
| | IMMOBILISATIONS | | | | | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | | | |
| | Solde au 31/12/2023 | Acquisitions d'immobilisations de l'exercice | Sorties d'immobilisations de l'exercice | Autres Variations de l'exercice | Solde au 31/12/2024 | Solde au 31/12/2023 | Dotations d'amortissements de l'exercice | Reprises d'amortissements de l'exercice | Autres variations de l'exercice | Solde au 31/12/2024 |
| Immobilisations en Crédit Bail | | | | | | | | | | |
| Immobilisations en Crédit Bail | 6 087 856 | 1 450 514 | -1 356 288 | 0 | 6 182 081 | -3 080 549 | -1 170 409 | 1 188 885 | 0 | -3 062 073 |
| Provisions | | | | | | -59 591 | -28 988 | 32 431 | | -56 149 |
| Total des immobilisations en Crédit Bail | 6 087 856 | 1 450 514 | -1 356 288 | 0 | 6 182 081 | -3 140 140 | -1 199 398 | 1 221 316 | 0 | -3 118 222 |
| Immobilisations en cours | | | | | | | | | | |
| Immobilisations en cours | | | | | | | | | | |
| Crédit Bail | 87 047 | 67 186 | -87 047 | 0 | 67 186 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des Immobilisations en cours | 87 047 | 67 186 | -87 047 | 0 | 67 186 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Acomptes versés fournisseurs | | | | | | | | | | |
| Acomptes versés fournisseurs | 38 851 | 33 840 | -38 851 | 0 | 33 840 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des acomptes versés fournisseurs | 38 851 | 33 840 | -38 851 | 0 | 33 840 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Immobilisations Crédit Bail | 6 213 754 | 1 551 540 | -1 482 186 | 0 | 6 283 107 | -3 140 140 | -1 199 398 | 1 221 316 | 0 | -3 118 222 |
| | | | | | | | | | | 3 164 884 |

| En milliers d'euros | | | | | |
|---|---------------------|--|---|---------------------------------|---------------------|
| | Solde au 31/12/2023 | Dotations d'amortissements de l'exercice | Reprises d'amortissements de l'exercice | Autres variations de l'exercice | Solde au 31/12/2024 |
| Créances douteuses valeur brute | | | | | |
| Créances douteuses valeur brute | | | | | |
| Crédit Bail (1) | 77 295 | | | | 116 295 |
| Total Créances douteuses valeur brute | 77 295 | | | | 116 295 |
| Provisions sur créances douteuses | | | | | |
| Provisions sur créances douteuses | | | | | |
| Crédit Bail (1) | -55 580 | -39 070 | 12 493 | | -82 157 |
| Total Provisions sur créances douteuses | -55 580 | -39 070 | 12 493 | 0 | -82 157 |
| Créances rattachées | | | | | |
| Créances rattachées | | | | | |
| Crédit Bail | 34 120 | | | | 23 990 |
| Total Créances rattachées | 34 120 | | | | 23 990 |
| Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées | 55 834 | | | | 58 128 |

Le solde de créances rattachées Crédit Bail comprend 7 704 milliers d'euros de PAR moratoires.

(1) En application de l'ANC 2014-07 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

| | Brut | Provision | Net |
|--|----------------|----------------|---------------|
| Crédit bail compromis | 106 244 | -78 330 | 27 914 |
| Total crédit bail compromis | 106 244 | -78 330 | 27 914 |
| Crédit bail non compromis | 10 052 | -3 827 | 6 224 |
| Total crédit bail non compromis | 10 052 | -3 827 | 6 224 |
| Total crédit-bail | 116 295 | -82 157 | 34 138 |

Conformément aux dispositions du règlement de l'ANC 2014-07, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 36 177 milliers d'euros.

H) LOCATION SIMPLE

| En milliers d'euros | | | | | | | | | | | |
|---|---------------------|--|---|---------------------------------|---------------------|------------------------------|--|---|---------------------------------|---------------------|--------------------------------------|
| | IMMOBILISATIONS | | | | | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | | | | Valeur nette comptable au 31/12/2024 |
| | Solde au 31/12/2023 | Acquisitions d'immobilisations de l'exercice | Sorties d'immobilisations de l'exercice | Autres Variations de l'exercice | Solde au 31/12/2024 | Solde au 31/12/2023 | Dotations d'amortissements de l'exercice | Reprises d'amortissements de l'exercice | Autres variations de l'exercice | Solde au 31/12/2024 | |
| Immobilisations en Location Simple | | | | | | | | | | | |
| Immobilisations en Location Simple France | 1 317 019 | 162 572 | -383 617 | 0 | 1 095 973 | -645 315 | -223 809 | 262 018 | 0 | -607 106 | 488 867 |
| Immobilisations patrimoine France | 2 667 | 0 | -2 667 | 0 | 0 | -2 598 | 0 | 2 598 | 0 | 0 | 0 |
| Provisions sur location simple France | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -8 726 | -4 845 | 7 601 | 0 | -5 971 | -5 971 |
| Provisions sur patrimoine France | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -26 | 0 | 26 | 0 | 0 | 0 |
| Total des immobilisations en Location Simple | 1 319 685 | 162 572 | -386 284 | 0 | 1 095 973 | -656 665 | -228 654 | 272 242 | 0 | -613 077 | 482 897 |
| Immobilisations en cours Location Simple | | | | | | | | | | | |
| Immobilisations en cours Location Simple France | 23 465 | 28 062 | -23 465 | | 28 062 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 28 062 |
| Total des Immobilisations en cours Location Simple | 23 465 | 28 062 | -23 465 | 0 | 28 062 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 28 062 |
| Acomptes versés fournisseurs | | | | | | | | | | | |
| Acomptes versés fournisseurs France | 1 225 | 3 885 | -1 225 | 0 | 3 885 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 885 |
| Total des acomptes versés fournisseurs | 1 225 | 3 885 | -1 225 | 0 | 3 885 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 885 |
| Total Immobilisations Location Simple | 1 344 376 | 194 520 | -410 975 | 0 | 1 127 921 | -656 665 | -228 654 | 272 242 | 0 | -613 077 | 514 845 |

| En milliers d'euros | | | | | |
|--|---------------------|--|---|---------------------------------|---------------------|
| | Solde au 31/12/2023 | Dotations d'amortissements de l'exercice | Reprises d'amortissements de l'exercice | Autres variations de l'exercice | Solde au 31/12/2024 |
| Créances douteuses valeur brute Location Simple (1) | | | | | |
| Créances douteuses valeur brute Location Simple France | 4 143 | | | | 3 852 |
| Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1) | 4 143 | | | | 3 852 |
| Provisions sur créances douteuses Location Simple (1) | | | | | |
| Provisions sur créances douteuses Location Simple France | -3 133 | -996 | 1 460 | | -2 669 |
| Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1) | -3 133 | -996 | 1 460 | 0 | -2 669 |
| Créances rattachées Location Simple | | | | | |
| Créances rattachées Location Simple France | 3 368 | | | | 2 902 |
| Total Créances rattachées Location Simple | 3 368 | | | | 2 902 |
| Total des créances douteuses valeur nette et créances | 4 378 | | | | 4 085 |

Le solde de créances rattachées Location Simple comprend 130 milliers d'euros de PAR moratoires.

(1) En application de l'ANC 2014-07 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

| | Brut | Provision | Net |
|--------------------------------------|--------------|---------------|--------------|
| Location simple compromis France | 2 907 | -2 175 | 731 |
| Total location simple compromis | 2 907 | -2 175 | 731 |
| Location simple non compromis France | 945 | -493 | 452 |
| Total location simple non compromis | 945 | -493 | 452 |
| Total location simple | 3 852 | -2 669 | 1 183 |

Conformément aux dispositions du règlement de l'ANC 2014-07, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 1 112 milliers d'euros.

I) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Néant

J) AUTRES ACTIFS

| | En milliers d'euros | |
|--|---------------------|---------------|
| | 2024 | 2023 |
| Subventions à recevoir | | |
| Etat Impôts et taxes | 10 | 22 098 |
| Autres | 1 944 | 2 506 |
| Fournisseurs | 44 | 22 |
| Fond de garantie des dépôts | 1 158 | 1 158 |
| Créances douteuses diverses | 982 | 732 |
| Provisions créances douteuses diverses | - 759 | - 584 |
| TOTAL | 3 378 | 25 931 |

K) COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)

| | En milliers d'euros | |
|--------------------------|---------------------|---------------|
| | 2024 | 2023 |
| Valeurs à l'encaissement | 1 789 | 10 774 |
| Autres | 28 169 | 1 767 |
| Produits à recevoir | 1 516 | 939 |
| Charges payées d' avance | 8 | 10 |
| Avances prêt preneur | - | - |
| TOTAL | 31 481 | 13 491 |

L) DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

| | En milliers d'euros | |
|--------------------------------|---------------------|------------------|
| | 2024 | 2023 |
| Comptes et emprunts à vue | 113 | 123 |
| Dettes rattachées | - | - |
| Total à vue | 113 | 123 |
| Valeurs données en pension | - | - |
| Comptes et emprunts à échéance | 4 069 809 | 4 284 172 |
| Dettes rattachées | 3 830 | 4 380 |
| Total à terme | 4 073 638 | 4 288 552 |
| TOTAL | 4 073 752 | 4 288 675 |

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2024 :

| | En milliers d'euros | | | | |
|---|---------------------|----------|---------------|--------------|---------|
| | Total bilan | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans |
| Comptes et emprunts - Entreprises liées | 4 069 809 | 356 300 | 954 681 | 2 589 331 | 169 497 |
| Comptes et emprunts - Entreprises non liées | - | - | - | - | - |

M) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (Passif)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial. Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

| | En milliers d'euros | |
|----------------------|---------------------|------------|
| | 2024 | 2023 |
| Comptes à vue | - | - |
| Dettes rattachées | - | - |
| Total à vue | - | - |
| Comptes à terme | 208 | 516 |
| Dettes rattachées | - | - |
| Total à terme | 208 | 516 |
| TOTAL | 208 | 516 |

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2024

| En milliers d'euros | | | | | |
|----------------------------|-------------|------------|---------------|------------|---------|
| | Total bilan | < à 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an-5 ans | > 5 ans |
| Comptes créditeurs à terme | 208 | 58 | 84 | 58 | 7 |

N) DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

| En milliers d'euros | | |
|---|-------|-------|
| | 2024 | 2023 |
| Bons de caisse | | |
| Total bons de caisse | - | - |
| Titres de créances négociables (1) | 2 000 | 2 000 |
| Dettes rattachées | - | - |
| Total titres de créances négociables | 2 000 | 2 000 |
| Obligations | - | - |
| Dettes rattachées | - | - |
| Total obligations | - | - |
| Versements à effectuer sur titres non libérés | - | - |
| TOTAL | 2 000 | 2 000 |

(1) Les Titres de créances négociables sont remboursables le 12/02/2025 en compte.

O) AUTRES PASSIFS

| En milliers d'euros | | |
|---|--------|---------|
| | 2024 | 2023 |
| Dépôts de garantie | 63 | 3 |
| Fournisseurs (crédit bail et assimilés) | 48 117 | 103 190 |
| Etat et Organismes sociaux | 6 562 | 11 976 |
| Autres | 4 511 | 16 015 |
| TOTAL | 59 253 | 131 184 |

P) COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)

| En milliers d'euros | | |
|------------------------------|--------|--------|
| | 2024 | 2023 |
| Produits perçus d'avance (1) | 51 672 | 49 370 |
| Comptes d'encaissement | 2 169 | 16 637 |
| Charges à payer | 13 235 | 8 344 |
| Autres | 2 816 | 366 |
| TOTAL | 69 892 | 74 718 |

(1) Les produits perçus d'avance sont constitués **principalement** des régularisations des loyers de crédit-bail et de location.

Q) PROVISIONS

| En milliers d'euros | | | | | | |
|--|------|-----------|----------|-------------|-------------------|------|
| | 2023 | Dotations | Reprises | Utilisation | Autres variations | 2024 |
| Provisions litiges clients | 389 | 257 | - | | | 646 |
| Provisions pour suspens | 76 | 145 | - 205 | - | - | 16 |
| Provision sur Réserve Latente Négative | - | - | - | - | - | - |
| Provisions litiges fiscaux | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 465 | 402 | - 205 | - | - | 662 |

R) CAPITAUX PROPRES

1) Capital

Au 31 décembre 2024, le capital social de NATIOCREDIMURS s'élève à 429 800 672 euros composé de 2 827 636 parts d'un montant nominal de 152 euros entièrement libérées.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Il s'agit des subventions reçues dans le cadre de nos opérations de crédit-bail pour leur montant net d'amortissement soit 5 665 milliers d'euros.

3) Tableau de variation des capitaux propres

| En milliers d'euros | | | | | | |
|--------------------------------------|---------------|-----------------------------|------------------------------------|----------------|----------------------|---------------|
| | Ouverture | Affectation résultat n-1 | Distribution nette d'acompte | Résultat | Autres mouvements | Clôture |
| Capital | 359 801 | | | | 70 000 | 429 801 |
| Prime d'émission | 0 | | | | | 0 |
| Réserve légale | 0 | | | | | 0 |
| Réserve des plus values à long terme | 0 | | | | | 0 |
| Autres réserves | 67 | | | | | 67 |
| Provisions réglementées | 0 | | | | | 0 |
| Subventions d'investissement | 5 355 | | | | 310 | 5 665 |
| Report à nouveau | -283 753 | -64 904 | | | | -348 657 |
| Dividendes | 0 | | | | | 0 |
| Résultat net de l'exercice | -64 904 | 64 904 | | -58 627 | | -58 627 |
| TOTAL | 16 565 | 0 | 0 | -58 627 | 70 310 | 28 249 |

4. NOTES SUR LE HORS BILAN

ENGAGEMENTS DE HORS BILAN

| En milliers d'euros | | |
|--|----------------|----------------|
| | 2024 | 2023 |
| Engagements donnés | 568 385 | 572 355 |
| Engagements de financement en faveur des établissements de crédit | - | - |
| Engagements de financement en faveur de la clientèle (1) | 567 227 | 571 198 |
| Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit | | |
| Engagements de garantie en faveur de la clientèle | 1 158 | 1 158 |
| Engagements reçus | 212 170 | 147 452 |
| Engagements de financement reçus des établissements de crédit | - | - |
| Engagements de garantie reçus des établissements de crédit | 70 342 | 72 102 |
| Engagements de garantie reçus de la clientèle | 141 828 | 75 349 |
| (1) Le montant des engagements douteux de financement en faveur de la clientèle s'élève à 992 K€ | | |

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

A) PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

| En milliers d'euros | | | | |
|--|---------------|----------------|---------------|---------------|
| | 2024 | | 2023 | |
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Opérations avec Etablissements de crédit | 21 523 | 109 469 | 20 286 | 75 120 |
| Opérations avec la clientèle | 52 | 17 | 275 | 30 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | - | - | - | - |
| Autres intérêts | - | - | - | - |
| TOTAL | 21 574 | 109 486 | 20 561 | 75 150 |

Les provisions relatives à ces opérations sont enregistrées en coût du risque.

B) REVENUS DE TITRES A REVENU VARIABLE

| | En milliers d'euros | |
|--|---------------------|------|
| | 2024 | 2023 |
| Parts dans les entreprises liées | | |
| Participations et autres titres à long terme | - | - |
| TOTAL | - | - |

C) COMMISSIONS

| | En milliers d'euros | | | |
|--|---------------------|---------|----------|---------|
| | 2024 | | 2023 | |
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Opérations avec Etablissements de crédit | - | 180 | - | 152 |
| Opérations avec la clientèle | - | - | - | - |
| Commissions en risques | - | - | - | - |
| TOTAL | - | 180 | - | 152 |

D) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET DE LOCATION SIMPLE**PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL****a) Produits sur opérations de crédit-bail**

| | En milliers d'euros | |
|---|---------------------|------------------|
| | 2024 | 2023 |
| Loyers | 1 233 090 | 1 131 635 |
| Reprises de provisions spéciales (Art. 39 et 64) | 15 203 | 12 421 |
| Reprises de provisions sur immobilisations | 17 228 | 10 801 |
| Reprises de provisions pour réserve financière négative | - | - |
| Plus values de cession | 56 394 | 40 778 |
| Indemnités de résiliation | 38 200 | 28 218 |
| Produits divers | 10 677 | 8 165 |
| Dotation sur créances douteuses | - 39 070 | - 25 758 |
| Reprise de provision sur créances douteuses disponibles | 5 206 | 5 446 |
| Reprise de provision sur créances douteuses utilisées | 7 287 | 3 585 |
| Récupérations sur créances amorties | 133 | 574 |
| Pertes sur créances irrécouvrables | - 8 400 | - 6 072 |
| TOTAL | 1 335 948 | 1 209 793 |

b) Charges sur opérations de crédit-bail

| | En milliers d'euros | |
|--|---------------------|------------------|
| | 2024 | 2023 |
| Dotations aux amortissements | 1 170 409 | 1 075 998 |
| Dotations aux provisions spéciales (Art. 39 et 64) | 1 502 | 3 144 |
| Dotations aux provision immobilisations | 27 486 | 20 743 |
| Dotations aux provisions immeubles ITNL | - | - |
| Moins values de cessions | 89 191 | 81 815 |
| Charges diverses | 5 249 | 4 661 |
| TOTAL | 1 293 838 | 1 186 362 |

PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE**a) Produits sur opérations location simple**

| | En milliers d'euros | |
|--|---------------------|----------------|
| | 2024 | 2023 |
| Loyers | 211 006 | 237 051 |
| Reprises de provisions dépréciations des immobilisations | 7 627 | 904 |
| Plus value de cessions | 34 009 | 21 973 |
| Indemnités de résiliation | 1 278 | 1 276 |
| Produits divers | 167 | 70 |
| Dotation aux provisions sur créances douteuses | - 996 | - 1 026 |
| Dotation aux provisions pour risques et charges | - | - |
| Reprise de provision sur créances douteuses disponibles | 46 | 204 |
| Reprise de provision sur créances douteuses utilisées | 1 414 | 317 |
| Récupérations sur créances amorties | 13 | 0 |
| Pertes sur créances irrécouvrables | - 1 557 | - 471 |
| TOTAL | 253 007 | 260 299 |

b) Charges sur opérations de location simple

| | En milliers d'euros | |
|--|---------------------|----------------|
| | 2024 | 2023 |
| Dotations aux amortissements | 223 809 | 251 352 |
| Dotations aux provisions immobilisations | 4 845 | 8 393 |
| Moins values de cessions | 9 766 | 7 555 |
| Charges diverses | 152 | 127 |
| TOTAL | 238 572 | 267 428 |

E) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE ET NON BANCAIRE

| | En milliers d'euros | | | |
|--|---------------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2024 | | 2023 | |
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Autres Produits & Charges d'exploitation bancaire | 896 | 1 | 322 | 538 |
| dont refacturation | - | - | - | - |
| Autres Produits & Charges d'exploitation non bancaire | 5 622 | 1 367 | 5 238 | 1 195 |
| dont quote part du produit des subventions | 2 339 | - | 2 587 | - |
| TOTAL | 6 517 | 1 368 | 5 560 | 1 734 |

F) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

NATIOCREDIMURS n'a pas de personnel, l'ensemble de ses activités est géré par le personnel BPLG sous forme d'assistance administrative.

A la clôture de l'exercice, les charges générales d'exploitation s'élèvent à 32 011 milliers d'euros (dont 28 914 milliers d'euros d'assistance administrative)

Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 50 milliers d'euros. Les audits sont réalisés par les cabinets EY et Deloitte.

G) COUT DU RISQUE

| | En milliers d'euros | |
|---|---------------------|-----------|
| | 2024 | 2023 |
| Dotation provisions pour dépréciation créances douteuses établissements de crédit | - 44 | - 128 |
| Dotation provisions pour dépréciation créances douteuses opérations diverses | - 1 142 | - 497 |
| Reprises provisions pour dépréciation créances douteuses établissements de crédit | 1 | 227 |
| Reprise provisions pour dépréciation créances douteuses opérations diverses | 967 | 309 |
| TOTAL | - 218 | 88 |

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

H) GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

Néant

I) RESULTAT EXCEPTIONNEL

Néant

J) IMPOT SUR LES SOCIETES

NATIOCREDIMURS est une SNC et n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés.

6. AUTRES INFORMATIONS**A) INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES**

| En milliers d'euros | |
|---|--------------------------|
| | Entreprises liées France |
| ACTIF | |
| Créances sur les établissements de crédit | 452 151 |
| Créances sur la clientèle | 0 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 0 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 0 |
| Autres Actifs | 0 |
| Comptes de régularisation actif | 8 |
| PASSIF | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 4 073 639 |
| Comptes créditeurs de la clientèle | 0 |
| Dettes représentées par un titre | 0 |
| Autres passifs | 23 963 |
| Comptes de régularisation passif | 13 161 |
| HORS BILAN | |
| Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit | 0 |
| Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit | 0 |
| Engagements de garantie en faveur de la clientèle | 0 |
| Engagements de financement reçus d'établissements de crédit | 0 |
| Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit | 40 977 |
| Engagements de garantie reçus de la clientèle | 0 |

B) PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

(En euros)

Résultat de l'exercice

- 58 626 636

Report à nouveau

- 348 657 314

Total à répartir**- 407 283 950** euros

Report à nouveau

- 407 283 950

Total réparti**- 407 283 950** euros**C) COMPTABILITE SOCIALE / FINANCIERE ET CONSOLIDATION**

- En tant qu'établissement de crédit, NATIOCREDIMURS est tenu de maintenir une comptabilité financière pour l'établissement de ses comptes consolidés pour les opérations de crédit-bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé.

- Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

- La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

- Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

a) Passage du résultat social au résultat financier

| | En milliers d'euros | |
|--|---------------------|--------------|
| | 2024 | 2023 |
| Résultat comptable avant impôt | - 58 627 | - 64 904 |
| Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales | - 79 419 | 18 514 |
| Différence entre plus et moins value sociales et financières | 6 443 | 26 687 |
| Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses | 7 396 | 15 317 |
| Retraitements ANC 2014-07 | - 837 | - 479 |
| Retraitements contentieux | - | - |
| Différence entre les loyers perçus d'avance et les loyers à percevoir | 125 172 | 4 378 |
| Provisions réserve financière négative | - | - |
| Ecart intérimaire | 0 | 0 |
| Résultat financier hors IAS avant impôt au 31 décembre | 129 | - 487 |

b) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de NATIOCREDIMURS au 31 décembre 2024 se décompose de la façon suivante :

| | En milliers d'euros | |
|--|---------------------|----------------|
| | 2024 | 2023 |
| Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales | 469 417 | 405 790 |
| Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses | 34 619 | 27 222 |
| Retraitements ANC 2014-07 | - 2 200 | - 1 363 |
| Retraitements contentieux | - | - |
| Différence entre les loyers perçus d'avance et les loyers à percevoir | - 6 940 | 4 490 |
| Divers - Provision sur Réserve latente négative | - | - |
| Réserve financière brute - French GAAP - au 31 décembre | 494 895 | 436 139 |
| Réserve financière sur immobilisations non louées | - 2 575 | - 2 041 |
| Réserve financière brute French GAAP sur immobilisations louées - au 31 décembre | 492 320 | 434 098 |

c) Consolidation

NATIOCREDIMURS remonte directement dans les comptes de NATIOCREDBAIL dont le siège social se trouve au 18 rue Baudin 92300 LEVALLOIS-PERRET

D) EVENEMENTS POST CLOTURE

Les associés de la société NATIOCREDIMURS ont décidé, par une consultation écrite du 21 mars 2025, d'augmenter le capital social de 20.000.008,00 EUR, pour le porter de 429.800.672,00 EUR à 449.800.680,00 EUR, par l'émission de 131.579 parts nouvelles de 152 EUR nominal chacune.

AFFECTATION DU RESULTAT

Conformément à l'article 22 des statuts, le résultat déficitaire de - 58.626.635,62 EUR est affecté au report à nouveau qui passe de - 348.657.314,14 EUR à - 407.283.949,76 EUR comme suit :

| | |
|--|----------------------|
| Résultat de l'exercice | - 58.626.635,62 EUR |
| Report à nouveau de l'exercice précédent | - 348.657.314,14 EUR |
| Résultat affecté | - 407.283.949,76 EUR |
| Distribution de dividendes (0 EUR x 2.367.109 parts) | - 0 EUR |
| Solde au report à nouveau | - 407.283.949,76 EUR |

L'Assemblée générale prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividendes, au titre des trois derniers exercices.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de NATIOCREDIMURS, sis au 18 Rue Baudin – 92300 LEVALLOIS PERRET.